



Interculturalité, intégration, multiculturalité, diversité, non-discrimination... Combien de mots n'ont-ils pas été utilisés pour évoquer un processus qui semble poser mille problèmes à la société : la simple reconnaissance d'un plein exercice des droits humains à toutes les personnes qui vivent et travaillent dans ce pays qui est aussi le leur, quelles que soient leurs cultures ou la couleur de leur peau. Ces droits intègrent la liberté de vivre en accord avec ses convictions. Une liberté qui pourrait être limitée dans les seuls cas où elle heurte la liberté d'autrui, blesse d'autres droits humains ou si elle met la sécurité publique en danger.

C'est pourquoi les personnes qui se sont réunies dans Tayush ont partagé un même point de vue dans les diverses querelles dites du « foulard islamique ». Qu'il s'agisse de l'école ou des services publics, à l'exception des cas avérés et répréhensibles de pression ou de prosélytisme agressif, nous ne voyons pas en quoi la liberté du port de signes religieux heurte la liberté d'autrui ou met la sécurité publique en danger. Ni d'ailleurs en quoi elle menace l'émancipation des femmes. Nous restons perplexes devant cette instrumentalisation du féminisme qui mène tant de personnalités à se préoccuper soudain des inégalités sexuées alors qu'elles n'ont jusque-là jamais manifesté le moindre intérêt pour cette question.

En revanche, nous voyons bien à quel point cette liberté heurte les préjugés. La vague d'hostilité qui se manifeste contre les manifestations visibles de l'islam pèse de plus en plus lourdement sur les personnes de confession musulmane. Il suffit de consulter les forums internet de la grande presse pour prendre la mesure de la haine qui s'y déverse à leur égard. Malheureusement, cette hostilité est relayée par certains courants démocratiques. Dans des pays comme l'Allemagne ou la Suisse, elle s'exprime au nom de l'identité chrétienne de l'Europe. En France ou en Belgique francophone, elle se manifeste surtout au nom de la laïcité. Il arrive même que ces deux discours fusionnent autour d'un refus partagé d'une religion « qui n'est pas de chez nous ». Confronté(e)s au racisme et à l'intolérance, massivement discriminé(e)s dans l'emploi et le logement, y compris pour celles et ceux qui disposent de qualifications, les musulman(e)s ne trouvent pas suffisamment de soutien au sein de la société d'accueil, malgré les trop rares initiatives qui travaillent à la mise en œuvre d'une culture civique partagée.

C'est dans un tel contexte qu'est rendu public le rapport final des Assises de l'interculturalité (*). Dès la publication, les oppositions se sont déchaînées, émanant de personnes qui l'avaient manifestement mal lu. Ainsi, les critiques s'en prennent à un « différentialisme culturel » imaginaire dont ce rapport ne fait nulle part l'apologie et pourfendent des « accommodements raisonnables » qu'il ne préconise même pas, se limitant à en recommander une étude plus approfondie. À l'opposé, peu de voix se sont élevées pour exprimer leur satisfaction. Et c'est normal. Les propositions que le rapport avance sous l'inspiration d'un universalisme ouvert ne suscitent pas l'adhésion d'emblée, car elles se présentent souvent sous la forme d'un compromis. Et les compromis déclenchent rarement l'enthousiasme.

Pourtant, sans s'attarder sur telle ou telle formule proposée, nous saluons dans la démarche qui a guidé ce rapport le souci de dénouer des tensions interculturelles qui s'exacerbent là où la reconnaissance des droits individuels pour les personnes issues de minorités bute sur le refus apparemment massif d'une opinion publique chauffée à blanc. Le rapport y revient à plusieurs reprises : « Il s'agit de proposer un point de vue qui soit jugé acceptable à la fois par une majorité de notre population et par les groupes les plus exposés à la discrimination et à la stigmatisation » (1). Pour Tayush, il est surtout indispensable que des signaux positifs clairs soient envoyés aux victimes de trop nombreuses discriminations. Ces personnes doivent pouvoir se sentir respectées par un État dont elles attendent la protection. Et pouvoir constater que leur volonté de participer pleinement à la société n'est pas systématiquement entravée par les réactions de repli d'une « majorité » abusant de son pouvoir.

Car la démocratie, ce n'est pas la tyrannie de la majorité. On a même pu affirmer – notamment dans un cadre institutionnel belge – que la démocratie se mesure d'abord aux droits et à la

Carte Blanche: Interculturalité: vers l'apaisement ?

Écrit par O. Derriche, H. El Hajjaji, H. Goldman, N. Plateau

Jeudi, 23 Décembre 2010 21:33 - Mis à jour Jeudi, 23 Décembre 2010 22:48

place qu'elle reconnaît à ses propres minorités. Quand il s'agit des droits fondamentaux, ceux d'une seule personne sont opposables à la société entière. Ici, la question des droits recoupe celle de l'organisation de la société. Nous avons conscience qu'il faudra sans doute passer par un compromis culturel « doublement acceptable » qui constituerait une sorte d'armistice sur le front de l'interculturalité. À partir de là, la société pourra avancer sans se crispier sur un seul objet – le foulard islamique – qui tourne à l'abcès de fixation et alimente des radicalisations en sens divers.

Dans ce difficile débat, nous mettons deux principes en avant : la primauté des droits humains sur des considérations d'ordre public avancées souvent à la légère et l'adhésion à la laïcité politique comme condition de l'égal respect porté à toutes les convictions compatibles avec le cadre démocratique. Mais, surtout, nous voulons sortir d'un affrontement sans issue et c'est là tout l'intérêt du rapport final des Assises, lequel est beaucoup plus équilibré qu'on ne l'a prétendu. Celui-ci procède d'une indispensable démarche d'apaisement et commande, ne fût-ce que pour cette seule raison, une adhésion raisonnée. Cet apaisement est un objectif que tout le monde devrait partager.

(1) pp. 46 et 80.

**Ouardia Derriche, Hajib El Hajjaji, Henri Goldman et Nadine Plateau du Groupe Tayush.
Carte Blanche publiée dans « Le Soir » du jeudi 16 décembre 2010**

Tayush est un groupe de réflexion qui réunit des femmes et des hommes provenant ou non de l'immigration et relevant de traditions et de convictions philosophiques diverses, qui partagent le même projet d'une démocratie inclusive, ouverte à la diversité culturelle et religieuse. groupe.tayush@gmail.com

(*) http://www.interculturalite.be/IMG/pdf/INTERCULT_2010-FR.pdf